



DÉLIBÉRATIONS

Le 4 juin 2026 à 14h28, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

Étaient représentées :

Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

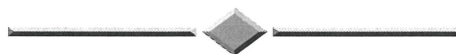
Était excusé :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

13 COMPTE ADMINISTRATIF 2025 DU BUDGET ESA

MESDAMES, MESSIEURS,

Les résultats du Compte Administratif 2025 de l'ESA vous sont présentés ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	190 252,20	235 707,76
	Section d'investissement		
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	34 588,88
	TOTAL (réalisations + reports)	190 252,20	270 296,64

Le résultat de la section de fonctionnement est de 45 455,56 € pour l'exercice 2025.

Avec le résultat incorporé de l'exercice N-2 de 34 588,88 €, le résultat 2025 à affecter s'élève à 80 044,44 €.

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.

Présentation de la section de fonctionnement

Fonctionnement	CA - 2024	Total voté - 2025	CA - 2025	Taux d'exécution	Taux d'évolution
Dépenses	179 701.19 €	232 812.88 €	190 252.20 €	81.72%	5.87%
Groupe 1 - 011 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 531.08 €	6 150.00 €	2 998.12 €	48.75%	95.82%
Groupe 2 - 012 - Dépenses afférentes au personnel	166 337.89 €	203 204.00 €	168 874.00 €	83.11%	1.52%
Groupe 3 - 016 - Dépenses afférentes à la structure	11 832.22 €	23 458.88 €	18 380.08 €	78.35%	55.34%
Recettes	188 455.59 €	232 812.88 €	235 707.76 €	118.91%	25.07%
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)	- €	34 588.88 €	Pas d'exécution		
Groupe 1 - 017 - Produits de la tarification	184 506.40 €	195 124.00 €	231 806.00 €	118.80%	25.64%
Groupe 2 - 018 - Autres produits relatifs à l'exploitation	3 949.19 €	3 100.00 €	3 901.76 €	125.86%	-1.20%
Résultat d'exploitation	8 754.40	0.00	45 455.56		

D É L I B É R A T I O N S

Dépenses :

Le taux d'exécution global pour l'année 2025 est de 81,72 %.

L'exécution fait apparaître une augmentation des dépenses de fonctionnement de +5,87 % entre les exercices 2024 et 2025, qui se répartit entre les chapitres suivants :

- Groupe 1 – dépenses d'exploitation courante : +95,82% soit +1 467,04 €

Cet écart significatif entre 2024 et 2025 s'explique par un effet comptable. La contrepassation d'un rattachement en 2024 pour un montant de 3K€ au compte 60621 – combustibles et carburants avait eu pour conséquence de diminuer le niveau de l'exécution 2024. Dans le courant de l'exercice 2025, cette contrepassation n'a pas été soldée par une dépense.

En réalité, les charges d'exploitation courante de l'ESA sont stables. Outre les carburants, ces charges comprennent les fournitures de bureau, quelques frais d'alimentation pour des sorties et la part employeur du remboursement du transport au bénéfice des agents.

- Groupe 2 - Chapitre 012 – dépenses de personnel : +1,52% soit +2 536,11 €

L'ESA compte 3,4 ETP. L'année 2025 n'a pas connu de mouvement de personnel. L'absentéisme en ESA a par ailleurs été plus faible que les années précédentes.

En 2025, c'est l'évolution de +3% du taux de cotisation employeur à la CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) qui explique l'évolution à la hausse du présent groupe 2 de dépenses.

Le décret n°2025-86 du 30 janvier 2025 prévoit une augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL à compter du 1er janvier 2025 pour atteindre 43,65% en 2028.

- Groupe 3 - Chapitre 016 – dépenses de structure : +55,34% soit +6 547,86 €

Ce chapitre regroupe la quote-part de location des bureaux à la Maison des Aînés, la location en LLD (Location Longue Durée) de deux voitures, les frais de maintenance, les assurances (dont la cotisation à l'assurance statutaire), la documentation et d'autres frais divers.

L'augmentation de ces frais constatée en 2025 provient :

- Des frais de maintenance avant remise des anciens véhicules loués et de l'augmentation du coût de location des deux véhicules neufs (+3,7 K€),
- De la cotisation à l'assurance statutaire, calculée sur les traitements des personnels titulaires constatés en N-2 (+2,4 K€),
- De l'augmentation des primes d'assurance automobile (+1,3 K€).

Recettes :

Hors résultat d'exploitation reporté, le taux d'exécution global est de 118,91 %.

DÉLIBÉRATIONS

L'exécution fait apparaître une augmentation des recettes de fonctionnement de +25,07%, qui se répartit sur les chapitres ci-dessous :

- Groupe 1 - Chapitre 017 : +25,64 % soit +47 299,60 €

La part relative à l'ESA dans le forfait global de soins versé par l'ARS (Agence Régionale de Santé) est de 231,8 K€ en 2025. C'est le montant alloué par le financeur dans sa campagne 2025 et reporté au budget de l'ESA.

- Groupe 2 - Chapitre 018 : -1,20% soit -47,43 €

Les recettes de ce chapitre se composent de la part salariale payée par l'agent territorial lors de l'octroi de ses titres restaurant, de remboursements d'indemnités journalières par la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) ou l'assurance statutaire, et par d'autres produits divers de gestion courante.

Ces recettes sont stables en 2025.

Le compte administratif 2025 est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 4 juin 2026 qui approuve le compte de gestion 2025,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2025 du budget de l'ESA dressé par le Président du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget de l'ESA pour l'exercice 2025.

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

1. Approuve le compte administratif 2025, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	190 252,20	235 707,76
	Section d'investissement	0,00	0,00
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement	0,00	34 588,88
	TOTAL (réalisations + reports)	190 252,20	270 296,64

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
3. Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 15
- Contre : 0
- Abstention : 1
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


 Vanessa RAPITEAU
 Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.